

**Discours de Mme Armelle Lidou, Chef de Coopération à la  
Délégation de l'Union européenne en Tunisie**

**Séminaire de lancement du Programme d'Appui à la Formation et à l'Insertion  
Professionnelle (PAFIP)**

**Mardi 26 janvier 2016**

**Hôtel IBEROSTAR - Hammamet**

Monsieur Zied Ladhari, Ministre de la Formation Professionnelle et de l'Emploi,

Monsieur François Gouyette, Ambassadeur de France en Tunisie,

Monsieur le représentant de l'Union Générale Tunisienne du Travail,

Monsieur le représentant de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat,

Chers partenaires,

Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Ministre, de m'avoir invitée à prononcer quelques mots, au nom de l'Union européenne, à l'ouverture de ce séminaire de lancement du Programme d'Appui à la Formation et à l'Insertion Professionnelle (PAFIP), projet auquel l'UE contribue à hauteur de 3 millions d'euros aux côtés de l'Agence française de Développement.

La situation économique et sociale que connaît actuellement la Tunisie est là pour nous rappeler que formation et insertion professionnelle sont intimement liées. Chacun pressent bien que recevoir une formation professionnelle qualifiante est la clef de la réussite professionnelle, et de tout ce qui en découle en termes de passage à l'âge adulte et d'accomplissement de l'individu par le travail.

Notre diagnostic est que, peu à peu, avec le temps, le système de formation s'est décalé par rapport aux exigences du marché du travail. Aujourd'hui, l'actualité remet brusquement en question ce système.

C'est précisément pourquoi l'Union européenne a fait de ce double enjeu un élément essentiel de sa coopération en Tunisie, ce dont témoigne notre réunion. La question qui se pose aujourd'hui à l'ensemble des acteurs est simple : comment mieux établir un pont entre le monde de la formation et la vie active, comment assurer un dialogue entre les deux faces de cette même médaille ? Pour ce faire, des réformes structurelles sont nécessaires.

Aujourd'hui, je vais me concentrer sur la réponse de l'Union européenne ; elle passe par le programme PAFIP, mais aussi par une initiative plus vaste, qui se concentre sur le soutien aux régions les plus défavorisées, et que nous mettons actuellement en place.

\* \* \*

Le "Programme d'Appui à la Formation et à l'Insertion Professionnelle" (PAFIP) que nous lançons aujourd'hui s'insère dans le plan d'action gouvernemental de réforme du dispositif national de formation professionnelle, plan d'action adopté en novembre dernier.

Ce programme, issu d'un processus de dialogue avec tous les acteurs de la formation professionnelle, s'articule autour de deux grands objectifs : tout d'abord, **l'amélioration de la qualité des formations par une montée en gamme globale du dispositif**, mais aussi **le renforcement du lien entre la formation et le monde du travail**, en encourageant l'ouverture du dispositif sur son environnement économique.

Le programme sera décliné au niveau de 9 gouvernorats. Dans ces régions, 17 établissements de formation ont été identifiés pour jouer un rôle moteur pour leurs filières. Ces centres seront ainsi au cœur du dispositif et ont vocation à devenir les acteurs incontournables du développement économique et social en régions.

Le dialogue entre les partenaires sociaux, les représentants de la société civile et les structures publiques de formation professionnelle durant toute la mise en œuvre du PAFIP, sera le seul garant de la réussite de la réforme. Cette gouvernance partenariale, marque de fabrique du PAFIP, garantira la crédibilité du dialogue, et constitue un axe d'intervention important du programme.

\*

Avec le PAFIP, nous concentrons nos efforts sur le système de formation et d'insertion professionnelle. Pour réussir, cette action doit se dérouler dans un contexte qui lui soit favorable. Tel est justement l'objectif de l'Initiative régionale d'appui au développement économique durable (programme IRADA).

Ce projet, financé par l'Union européenne à hauteur de **32 millions d'euros**, s'inscrit dans une démarche systématique et globale qui entend agir en même temps sur l'offre mais aussi sur la demande de ressources humaines au niveau régional et local: la compétitivité des entreprises, la création d'emplois et le développement de l'employabilité dans 8 régions de la Tunisie (Jendouba, Kasserine, Gafsa, Sidi Bouzid, Médenine, Sfax, Gabes et Bizerte) sont au cœur de ce programme ambitieux.

Il s'agit d'apporter une réponse concrète, décentralisée, rapide, flexible et dynamique aux besoins exprimés dans les régions de l'intérieur, le projet lancera, **avant la fin de 2016**, des appels à propositions destinés à mobiliser les acteurs locaux autour de projets innovants de développement économique.

L'objet des appels à propositions serait le financement d'actions pour accroître l'efficacité des liens inter-entreprises, faciliter l'accès aux marchés et améliorer la compétitivité par une meilleure maîtrise de la technologie, de méthodes de production, et de l'innovation. Les soumissionnaires devraient être constitués d'au moins un organisme public et un organisme privé, afin de promouvoir les projets en partenariat public-privé.

La deuxième composante de ce projet agira sur l'offre de ressources humaines et vise, dans les 8 régions ciblées, à organiser les initiatives locales autour de projets de développement de la formation initiale ou continue ou d'accompagnement à l'emploi, et à financer les initiatives offrant les meilleures réponses à la demande des entreprises, d'insertion ou d'amélioration de l'employabilité des jeunes.

Enfin, cette action poursuivra également une approche systémique en appuyant la mise en place effective de la classification nationale des qualifications (CNQ). Les qualifications deviendront ainsi plus lisibles, au bénéfice des jeunes diplômés, dont la mobilité sur le marché du travail national et international sera renforcée.

\* \* \*

Mesdames et Messieurs,

Au terme de cette présentation de nos efforts pour accompagner la Tunisie dans la refondation de son modèle de formation et d'insertion professionnelle, je rappellerai cette phrase bien connue de l'économiste français Jean Bodin "*il n'est de richesses que d'hommes*". C'est pour cela que mon dernier mot sera pour rappeler que c'est en engageant le dialogue avec les jeunes, en faisant confiance à leurs capacités, et les aidant à s'inscrire dans une démarche positive de construction d'un projet professionnel et d'un projet de vie que nous réussirons à libérer les énergies et à créer une dynamique de création d'emploi et de développement pour tous, en particulier dans les régions les plus défavorisées de Tunisie.

Je vous remercie pour votre attention.